



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

Discurso M. SOARES  
Overture à l'ouverture de l'année  
1977

Monsieur le président,  
Monsieur le Recteur,  
Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs,,

Vous avez bien voulu me faire l'honneur de m'inviter à prononcer l'allocution d'ouverture de l'année académique dans cette prestigieuse institution du Collège d'Europe. Bien que conscient des responsabilités que j'assumais, ce fut toutefois avec joie et empressement que j'ai accepté un tel privilège.

Devant cet auditoire que je devine exigeant mais caractérisé par la jeunesse et par l'engagement européen, et dans cette ville de Bruges à la vocation si profondément européenne, je me sens doublement encouragé à aborder le thème\*difficile, "le Portugal et la Communauté Européenne: l'élargissement est-il incompatible avec l'approfondissement?".

Je me sens évidemment plus à l'aise pour traiter des aspects directement liés à la position de mon propre pays, ce que je ferai dans la première partie de mon exposé. Confiant dans votre indulgence j'espère néanmoins ne pas trop décevoir votre expectative en ce qui concerne le sujet de la deuxième partie de

mon exposé et qui traitera de la question plus vaste et plus délicate des rapports dialectiques entre élargissement et approfondissement question qui, comme vous le savez, constitue à l'heure actuelle l'une des grandes préoccupations au sein des Communautés. Je conclurai mon exposé avec des considérations d'un ordre plus général sur l'Europe et son devenir tel que je les conçois, en ma qualité d'européen et de socialiste.

Le Portugal et les Communautés Européennes... la liaison faite dans ce titre peut sembler un peu trop hâtive. Et pourtant il s'ajuste parfaitement à la réalité qu'il est supposé décrire. En effet, à peine sorti des lourdes épreuves d'une décolonisation tardivement réalisée, et des convulsions politiques et sociales inhérentes à la transformation profonde et à chaud de vieilles structures, ayant pourtant réussi dans ces circonstances dramatiques à instaurer et à faire fonctionner les institutions sur lesquelles se fonde la démocratie pluraliste, le Portugal devrait <sup>vraiment</sup> entreprendre la construction de son avenir après s'être penché trop longtemps sur son passé.

Quoi donc de plus naturel que de se tourner vers l'Europe et de reconnaître dans la nature même des choses la justification objective d'une option que, par instinct autant que par nécessité et par conviction, beaucoup d'entre nous avons déjà prise et qui correspond à celle de la majorité du peuple



portugais: l'option européenne?: D'autant plus que le long combat que nous avons mené pour l'instauration de la démocratie au Portugal, et pour qu'il soit reconnu aux colonies portugaises le droit d'accéder à la dignité de pays souverains, est allé toujours de pair dans notre esprit avec la lutte pour l'intégration de notre pays dans l'Europe démocratique.

Mais, me demanderiez-vous, pourquoi envisager d'emblée cette intégration sous sa forme la plus exigeante, qui est celle de l'adhésion, quand d'autres solutions de transition ou d'adaptation progressive auraient peut-être pu être trouvées?

Ma réponse à cette question, je vous la donne sans détours: tout conscients que nous sommes des difficultés multiples d'une telle entreprise, seule l'adhésion, parce qu'elle est la solution la plus intense et la plus exigeante, sera à même d'apporter la réponse globale et cohérente, sur le plan politique comme sur le plan économique et social, au défi que notre option européenne représente.

Je soulignerai, tout d'abord, que la demande formelle d'adhésion que nous avons déposée à Bruxelles le 28 mars dernier traduit, d'une part, notre reconnaissance solennelle du rôle des Communautés en tant que noyau et instrument privilégié de la construction de l'Europe démocratique et, d'autre part, notre



volonté ferme et sans ambiguïtés d'y participer, organiquement. L'adhésion est ainsi pour nous l'indispensable saut qualitatif qui constituera, à la fois, un solide rempart pour nos institutions démocratiques récemment établies et la voie irréversible pour un destin que nous voulons partager ■

J'ajouterai que la composante européenne de notre encadrement géo-politique a émergé avec une évidence accrue des changements structurels dérivés de la décolonisation. À cette prise de conscience par le peuple portugais de son appartenance à l'Europe, à l'issue de la décolonisation, seule notre insersion institutionnelle dans les mécanismes de décision communautaires, comme membre à part entière, saura rendre la réponse adkquate, car tout en renforçant notre position et notre voix dans l'Europe nous aurons la possibilité d'apporter, comme contribution active à cette Europe ouverte au monde extérieur, notre vocation et notre aptitude au dialogue, surtout avec les nombreux pays africains d'expression portugaise qui font actuellement partie de la 'Communauté des Nations.

Je rappellerai aussi que la présence aujourd'hui dans les' pays de la Communauté de plus d'un million de Portugais a (<sup>pesé tout naturellement dans</sup> ~~constitué un des facteurs déterminants de~~) notre option européenne. En effet, nous n'aurions pu choisir d'autre voie que celle qui, bien que au prix d'efforts et de sacrifices, assurera à cette présence la reconnaissance la plus vaste et la protection la



plus complète des droits et des libertés fondamentales, y compris les droits économiques et sociaux. Tel que l'exprime la première phrase du préambule du traité de Rome, la construction européenne est, avant toute autre chose, un rapprochement entre peuples. La Communauté connaît et saura apprécier à sa juste valeur l'important et la portée de la dimension humaine de notre option.

J'évoquerai par ailleurs le libre échange dont le Portugal a déjà derrière lui une longue et très positive expérience du fait de son appartenance dès 1960 à l'A.E.L.E., et des Accords de 1972 avec la C.E.E. et la C.E.C.A., complétés depuis par les Protocoles et l'Accord signés en septembre 1976. A ce tournant décisif de notre histoire et ayant déjà pris, sur le plan international de grandes options en matière économique et sociale, il nous fallait retirer toutes les implications et toutes les conséquences qui en découlent sur le plan extérieur. Le chemin se présentait ainsi clair et sans équivoques: seul le dépassement du cadre actuel du libre échange, je veux dire, l'accession au stade le plus avancé et le plus profond de l'intégration économique permettrait la définition et la mise en oeuvre d'une politique économique visant au redressement et à la croissance, tout en rendant possible de maintenir l'acquis et d'équilibrer les obligations déjà assumées par des avantages dans des domaines au-delà du commercial tels que l'accès aux instruments communautaires de politique structurelle

Dans un monde voué à la concertation et à l'interdépendance, s'il ne veut pas aller à l'éclatement, la question n'a pas été pour nous de défendre théoriquement une indépendance nationale formelle, mais de choisir la forme d'interdépendance nécessaire la plus compatible avec la sauvegarde des valeurs inaliénables de notre entité nationale, qui veut préserver sa personnalité et sa vocation propres, et qui correspond également aux réalités géographiques, culturelles et économiques les plus évidentes. Quel autre encadrement saurait mieux répondre à ces préoccupations que celui de l'interdépendance dans l'Europe démocratique, pluraliste, tolérante et progressiste? Dans quel autre encadrement aurions-nous la possibilité de contrebalancer les engagements pris par la possibilité institutionnelle de participer au processus de décision dont dépendra l'évolution de ces engagements?

Jusqu'ici j'ai volontairement mis l'accent sur les fondements politiques de l'option européenne du Portugal. Or c'est un fait que l'adhésion comporte, par delà des droits et des bénéfices des engagements et des servitudes de caractère économique, technique et institutionnel dont l'ampleur est bien connue. Le pays candidat doit par conséquent démontrer, au-delà de son engagement politique, sa détermination et sa capacité ... d'assumer l'adhésion sans que cela entraîne des conséquences graves ou **insupportables**, soit pour le pays candidat lui-même, soit pour les Communautés.



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

7.

C'est ce que l'on désigne habituellement par la capacité d'absorber le choc de l'adhésion, ;ce, qui comprend non seulement les exigences économiques **nais** aussi les exigences administratives et techniques que le processus de gestion et de développement continu des Communautés comporte. Il s'agit en même temps, pour les Communautés, de s'assurer, sur la base de critères d'appréciation objectifs, des capacités opérationnelles des pays candidats et de la capacité des Communautés elles-mêmes pour absorber **à** leur tour les conséquences économiques, financières et institutionnelles de l'élargissement, sans compromettre leur propre nature et la réalisation des objectifs multiples que lui assignent les Traités.

Vous me croyez, j'en suis sûr, si je vous dis que mon expérience des affaires de l'Etat n'a fait que me confirmer dans la certitude que rien de solide et de durable ne peut être entrepris **si l'on oublie** les contraintes du réel, et que la confrontation avec la froide éloquence des chiffres est inévitable.

Nous savons donc que notre démarche européenne et sa mise en oeuvre requièrent la combinaison de l'idéalisme sans lequel nul grand dessein n'a jamais été réalisé, avec le réalisme sans lequel tout idéalisme est voué **à** la dégradation et finalement à l'échec.

Ainsi, les mesures d'austerité que nous mettons en oeuvre. **malgré** leur inévitable inpopularité, témoignent **à la** fois



de notre réalisme et de notre détermination à **promouvoir** le redressement interne du pays parallèlement à un programme de coopération au développement à établir avec la Communauté - et à d'autres formes de coopération avec un grand nombre de pays amis n'appartenant pas aux Communautés - tout cela dans le but de faciliter nos négociations d'adhésion et de permettre de concrétiser, le plus tôt possible, notre option européenne.

En plus, nous souhaitons que des modalités de coopération politique soient mises en oeuvre dans les plus brefs délais. Elles permettront d'atteindre ce double objectif - la coordination de toutes les actions de coopération, auxquelles j'ai fait référence, et le rapprochement entre la politique extérieure du Portugal et celle de la Communauté là où les nécessités et les intérêts communs le justifient déjà.

Nous sommes d'avis qu'il est de notre intérêt, ainsi que de celui des communautés, de commencer progressivement à résoudre des problèmes, de façon à ce que notre insertion dans les institutions et mécanismes communautaires puisse se faire le plus vite mais aussi le plus harmonieusement possible, dans le respect des principes et des disciplines qui en assurent la cohésion et le bon fonctionnement.

A ce propos je soulignerai que le Portugal accepte intégralement les bases institutionnelles par les États membres des communautés dans le cadre des Traités en vigueur





*Adopted at Lisbon, 11th June 1977*

de même qu'il est disposé à accepter les modifications au fonctionnement des institutions qui résulteront soit de l'actuelle réflexion communautaire sur les mécanismes institutionnels soit du processus d'élargissement des Communautés. Par ailleurs, et (des que) membre des Communautés, le Portugal ne manquera pas d'apporter sa contribution, dans la mesure de ses possibilités et de sa créativité, au prestige, à l'autorité, à l'efficacité et au renforcement des institutions européennes.

.../...



## PRESIDENCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

Monsieur le président,  
Monsieur le Recteur,  
Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs,

Il est grand temps de passer à la deuxième partie de mon exposé. Qu'il me soit tout d'abord permis de souligner qu'en présentant sa propre demande d'adhésion, le Gouvernement Portugais a eu le sentiment d'exprimer et d'interpréter également le sens et la portée des changements survenus dans l'Europe du Sud. Personne ne sous-estime, j'en suis convaincu, la transcendance d'une telle mutation. Et je suis sûr que tout particulièrement les Gouvernements et les peuples des Etats membres des Communautés sont conscients de l'importance que leur appui concret et sans défaillances aux nouvelles démocraties de l'Europe du Sud aura pour les causes de la paix, de la liberté et du progrès économique et social non seulement dans ces nouvelles démocraties comme pour l'Europe dans son ensemble.

La Grèce, le Portugal et l'Espagne ayant maintenant présenté leurs demandes d'adhésion, le processus d'élargissement, avec tout ce qui en découlera, est irréversiblement en marche. Venant après le premier élargissement vers le Nord, l'actuel, vers le Sud, est appelé à apporter aux communautés un complément

## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Cabinete do Primeiro Ministro*

d'équilibre géographique, sociologique et politique leur ouvrant également, sous le point de vue économique, des perspectives qu'il importe d'explorer avec imagination.

L'entrée des trois nouveaux candidats, tout en soulignant la cohérence de l'Europe occidentale, renforcera, par ailleurs, les possibilités de dialogue des Communautés dans le monde et tout particulièrement les possibilités de dialogue avec l'Afrique et le Monde Arabe, ouvrira des perspectives nouvelles au dialogue avec l'Amérique Latine, avec les prolongements correspondants dans la problématique du dialogue Nord-sud et dans l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Nous reconnaissons que lors de l'élargissement vers le Nord il s'agissait d'intégrer des pays possédant depuis longtemps des traditions démocratiques établies et ~~( )~~ d'~~( )~~ des niveaux de développement économiques semblables à ceux des Etats membres des Communautés dans leur composition originale. Tandis que l'élargissement vers le Sud concerne des pays où la restauration de la démocratie a fait suite à une longue éclipse et donc l'intégration sous l'angle économique pose des problèmes spécifiques, d'abord surtout à la différence entre les niveaux de développement économique des pays des Communautés et ceux des pays candidats.

## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

A l'heure actuelle personne ne minimise, j'en suis convaincu, le profond engagement démocratique et européen des nouveaux candidats, lequel se traduit par l'appui quasi unanime de leurs peuples représentés par leurs partis politiques.

Cela n'empêche que l'élargissement vers le sud place les Communautés devant de lourdes responsabilités. Celle, tout d'abord, que, sur le plan politique les Communautés ont déjà assumé, avec lucidité, de soutenir l'engagement démocratique et européen des pays candidats. Celles aussi qui devront être acceptées sur le plan économique.

Mais n'est-ce pas le moment de se demander si toutes les difficultés que l'on appréhende, et dont on parle tellement, auront pour cause l'élargissement au Sud ou est-ce que cet élargissement ne fera surtout que rendre plus apparents des problèmes préexistants ou à l'état latent dans la communauté actuelle, ou même dans la communauté à Six? Est-ce que l'on n'a pas tendance à surévaluer les facteurs quantitatifs dans l'analyse de certaines insuffisances communautaires? Ne serait-il pas salutaire, tant pour les pays candidats que pour les Communautés, que l'élargissement obligeât les Communautés à donner des réponses non seulement aux problèmes qui découlent de l'élargissement mais aussi aux questions qui se posent déjà et à éclaircir certaines équivoques qui ont subsisté jusqu'à maintenant?



## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

Il est en tout cas certain que l'élargissement ne rendra que plus urgentes et indispensables des évolutions déjà amorcées dans les Communautés dans leur composition actuelle.

Permettez-moi de prendre l'exemple de l'agriculture en premier lieu.

Le Portugal n'est point et ne sera jamais en mesure d'inonder les pays de l'actuelle communauté de ses produits agricoles. Le Portugal ne contribuera jamais à la construction d'immenses montagnes d'excédents de produits alimentaires, coûteuses pour les peuples communautaires qui les paient et ne les consomment pas, anti-sociales je dirais même immorales, si l'on se souvient des régions du monde flagellées par la faim.

Le Portugal a commencé une réforme agraire et va la poursuivre. Nous essayons de modifier et de moderniser les structures et les technologies, d'assurer aux agriculteurs un revenu et des conditions de vie comparables à celles des autres catégories sociales, d'utiliser et développer au maximum la capacité de production existante.

L'acceptation des droits et des obligations de la politique agricole commune nous aidera à mener à bien et plus vite toutes ces actions. Et nous ne manquerons pas de chercher une complémentarité, là où elle est possible et souhaitable, avec l'agriculture des divers pays de la communauté.

.../...



## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

Tout en reconnaissant que certains problèmes agricoles seront aggravés au sein de la Communauté du fait de l'élargissement, je suis toutefois confiant que la présente réflexion, qui à propos de la politique agricole commune s'est engagée aux institutions communautaires, portera rapidement ses fruits. Et je suis convaincu que, si dans le domaine agricole il ne faut pas porter atteinte à l'acquis communautaire, il sera néanmoins possible d'extraire des dispositions du Traité de Rome, par une interprétation qui ne saura se figer, toutes les virtualités qu'elles contiennent et qui permettront à la Communauté à Neuf, tout d'abord, et à bientôt Douze, d'assumer pleinement et d'une façon adaptée aux conditions et aux exigences réelles ses responsabilités internes et externes.

En deuxième lieu j'aborderai la question des déséquilibres régionaux, c'est à dire, des différences des niveaux de développement. Ces déséquilibres, il faut le reconnaître tout de suite, seront aggravés par l'élargissement. Mais là il ne faut pas se méprendre. Les déséquilibres régionaux ont existé dans les Communautés depuis sa création et continuent d'exister. Il est donc urgent en tenant compte des problèmes déjà existants aux Communautés, et tout en prévoyant ceux que l'élargissement apportera, de mettre en oeuvre de nouvelles actions au niveau des structures et d'augmenter les moyens financiers qui rendront possibles ces actions, tout en ayant présent à l'esprit la phrase du préambule du



## PRESIDENCIA DO CONCELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

Traité de Rome dans laquelle les Fondateurs des Communautés ont exprimé leur souci "d'assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées, ce qui suppose que l'intégration en Europe ne saura se limiter au fonctionnement plus ou moins discipliné de l'union douanière.

Nous savons que la création et le renforcement des mécanismes correcteurs des déséquilibres régionaux, de même que le renforcement de la politique sociale sont parmi les préoccupations actuelles des instances communautaires et nous nous en réjouissons, car, par ces voies, l'intégration en Europe avancera.'  
décisivement vers des formes plus équitables et plus humaines.

Je vois d'ailleurs, dans les politiques régionale et sociale, des domaines où nous croyons qu'une réflexion en commun entre les Communautés et le Portugal - aussi bien <sup>qu'avec</sup> n ~~est-ce pas~~ les autres pays candidats s'ils y étaient intéressés - pourrait s'amorcer dès à présent dans le cadre de la coopération politique à laquelle je viens de faire allusion.

En troisième lieu je me référerai à l'établissement de l'Union Economique et Monétaire.

Après des déffailances, de nouvelles propositions dans ce domaine s'annoncent et nous nous en réjouissons.



## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

En présentant notre demande d'adhésion nous avons accepté les dispositions du Traité de Rome, dans ces matières et nous accepterons les évolutions que les processus de développement de l'Union Économique et Monétaire impliquent nécessairement.

Ce sont là des domaines très sensibles où se soulèvent des problèmes multiples, très complexes, surtout dans l'actuelle conjoncture, et où il faut donc progresser prudemment par étapes qui fixeront des objectifs réalistes à atteindre et les mécanismes à mettre successivement en oeuvre.

Néanmoins, et en dépit de la sensibilité et de la complexité de ces matières, il faut reconnaître d'une part que l'intégration ne progressera pas tant que les structures et les politiques économiques et monétaires des Etats membres des Communautés demeureront par trop hétérogènes et éloignées, tant que les contretemps et surtout les retours en arrière ne feront que retarder l'indispensable convergence et décevoir les peuples de l'Europe à propos de la construction européenne.

D'ailleurs, le besoin s'impose d'intéresser plus directement et plus intimement les peuples européens eux-mêmes au fonctionnement et à la formulation des grandes options communautaires et européennes, ce à quoi devra contribuer non seulement l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, mais un effort accru d'information et d'éclaircissement de





l'opinion publique et des nouvelles générations sur l'Europe et son devenir. Et c'est ici qu'intervient la notion de défi, défi Pour les pays candidats, défi pour les Communautés et besoin, pour le relever victorieusement, d'adopter envers' les problèmes qui se poseront une approche innovatrice tenant compte des effets dynamiques du processus d'élargissement lui-même; une approche capable saisir les ouvertures qui, dans une Europe en mutation, ne manqueront point de se présenter en cours de route et au fil des négociations et des réflexions auxquelles elles donneront lieu.

Défi à relever et pari à faire sur l'avenir, dans l'espoir, comme ce fut souvent le cas dans le passé, que ces nouvelles pressions extérieures seront bénéfiques pour l'évolution des Communautés.

Vous avez sans doute deviné déjà que je ne partage pas le point de vue de ceux qui pensent qu'il faudra choisir entre l'élargissement et l'approfondissement. Je partage plutôt l'opinion de ceux qui considèrent qu'on ne peut envisager l'un sans l'autre.

C'est à une Communauté économiquement solide et politiquement. solide et cohérente que le Portugal et, j'en suis, sûr, les autres pays candidats veulent accéder. Seule.cette Communauté qui est en train d'être bâtie,et que nous voulons aider à construire pourra faire approcher le quotidien européen des idéaux politiques et des principes économiques et sociaux inscrits aux préambules des Traités.



## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

La paix, la liberté, l'union sans cesse plus étroite, l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des peuples européens, la réduction des écarts entre les différentes régions seraient inaccessibles si les communautés ne poursuivaient pas leur évolution et ne progressaient pas dans la voie de leur renforcement intérieur. Sans cette évolution, sans ce renforcement, sans l'approfondissement, en somme, les communautés, dépourvues de sens et de futur, ne seraient que cruelle déception pour leurs peuples et aussi pour les peuples des pays candidats qui déposent les plus hauts espoirs dans un avenir qu'ils veulent partager.

Les Communautés n'ont pas refusé l'élargissement. Celui-ci implique nécessairement que les Communautés mènent de pair leur approfondissement. voilà une autre responsabilité à laquelle les Communautés doivent et sauront faire face.

Qu'il faudra, pour aller de l'avant, dans la conjoncture actuelle, une ample concertation de volontés politiques et un sens accru des responsabilités historiques, qui oserait le nier?

Mais nous sommes arrivés à un moment de l'Histoire où les pays européens doivent dépasser les conditions présentes et bâtir ensemble leur avenir. L'Idée européenne surgit ainsi non pas en tant que rupture, mais en tant que continuation d'une vocation qui s'exprimait auparavant par pays interposés et qui doit s'exprimer dorénavant par l'Europe elle-même dans son ensemble, ou ne pas s'exprime:



du tout. Ayant instaurée la démocratie pluraliste et de surcroît renoncé a la domination coloniale, l'Europe est actuellement en mesure de reprendre le flambeau et d'assumer pleinement son rôle de foyer d'irradiation d'une civilisation humaniste, tournée vers le progrès, la création diversifiée et la production au service de l'Homme.

4

**Mesdames et Messieurs,**

Dans son rapport sur l'Union Européenne, Monsieur Leo Tindemans a souligné les responsabilités qui incombent à la génération actuelle dans la construction d'une société qui respecte les valeurs de base de notre civilisation et qui concilie les droits de la personne et ceux des collectivités. Il a souligné également que l'Europe peut et doit s'identifier avec la poursuite concertée et mieux contrôlée des ressources économiques vers l'intérêt collectif, avec la réduction des inégalités sociales, la décentralisation et la participation au pouvoir de décision.

Il est évident que de tels objectifs ne pourront être poursuivis ni atteints si l'on ne place pas à l'avant de nos préoccupations des considérations d'ordre politique. Pendant les vingt ans de prospérité sans égale que l'Europe a vécus dans l'après-guerre, on aurait pu se bercer de l'illusion que l'Europe se construirait toute seule, par les vertus de la technocratie, du libre échange et de la prédominance des facteurs économiques



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

livrés à eux-même.

Tout en reconnaissant l'importance fondamentale des facteurs économiques sur le devenir européen, il ne semble que l'accent devra être à nouveau mis, comme ce fut le cas au début de l'aventure européenne, sur la réanimation du grand dessein politique qui a inspiré les Fondateurs des Communautés et l'esprit des Traités qui les ont créées.

En dehors de cela où trouverions-nous, à l'heure actuelle, la force, l'élan et même la justification des sacrifices qui s'imposent, si l'Europe veût offrir à ses peuples et surtout à sa jeunesse une image de son avenir social, politique et culturel capable de susciter des engagements nouveaux et des sursauts rénovateurs?

Comme européen et comme socialiste, je crois fermement à l'Europe. Je sais pourtant que l'idée d'une Europe politique, fondée sur une communauté d'intérêts et d'objectifs et, surtout, sur l'idéal de la liberté représente un très grand défi. Et pas seulement pour nous qui avons vécu l'après-guerre tourmenté, mais aussi pour les jeunes générations qui devront faire face à des problèmes d'une ampleur planétaire qui peuvent mettre en cause la survie



## PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

même de l'espèce humaine. Défi. **qui** vaut pourtant notre engagement; déterminé et courageux, afin que puissent être dépassées nos difficultés économiques et sociales présentes; et **qui** est aussi un facteur d'équilibre entre blocs opposés et super-puissances rivales.

Dans le monde actuel, interdépendant et proche, mais si rudement divisé entre **pays** pauvres et pays riches, la contribution de l'Europe au maintien de la paix et du dialogue entre les peuples et les pays peut s'avérer décisive. A condition que l'Europe reste fidèle à elle-même et à sa vocation humaniste, fondée sur les valeurs de la liberté, de l'égalité et de la fraternité - valeurs de racine chrétienne et qui ont toujours un immense potentiel révolutionnaire, une fois que nous reconnaissons à nouveau et fort heureusement la primauté de la défense des droits de l'homme.

Comme socialiste et comme européen, je crois que l'Europe sera appelée à créer, pour la première fois dans l'Histoire, des Sociétés socialistes, dans le cadre institutionnel de la démocratie politique, susceptibles de mettre d'accord le socialisme et la liberté, dans la certitude que, dès que la liberté personnelle et politique et la libre participation des travailleurs sont exclues, on ne pourra pas se réclamer du socialisme.

Comme portugais et comme européen, je sais que l'Europe que nous désirons construire n'acceptera pas d'être un simple "club de **pays** riches, mais plutôt une véritable communauté, largement ouverte vers l'extérieur, et donc les **parties** composantes seront parfaitement solidaires par



PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS

*Gabinete do Primeiro Ministro*

la force de la géographie et de l'His toire.

L'Europe est **une idée-force**, irréversible, le **rêve** des idéalistes qui nous ont **précédés**, la promesse et le compromis que les nouvelles générations " j'en suis sûr " sauront transformer **en une réalité** irrévocable.